

Bonjour,

Cette lettre hebdomadaire vous tient informé-e de l'actualité sociale et syndicale. Sa mise en page vous permet de repérer rapidement les informations qui vous intéressent. Les liens renvoient le plus souvent à des versions imprimables pour diffusion/affichage dans vos écoles et établissements*.

Bonne lecture.

* Le [droit syndical](#) permet l'utilisation des moyens de l'établissement à cette fin.

SUD Education

Réforme du bac, du lycée :

Le ministère s'entête.



Le ministère vient de communiquer les projets de textes concernant la réforme des enseignements du lycée. Après le rejet en CSE du 21 mars du décret sur la mise en œuvre du nouveau baccalauréat, le gouvernement persiste et dévoile des projets de textes toujours aussi flous sur les horaires, leurs répartitions et les disciplines qui constitueront les enseignements au lycée et en particulier ceux de spécialités qui sont la nouveauté et l'inconnu de cette réforme.

> [Lire la suite...](#)

Étendre la mobilisation pour bloquer les réformes.

Appel de l'intersyndicale nationale éducation et recherche :

CGT - FO - FSU - SUD-Solidaires - UNEF - UNL - SGL - FIDL - ASES - SLU.

Le 22 mars, la grève a été très suivie dans toute la Fonction publique. Les 3 et 4 avril, les cheminot·e·s se sont massivement mis·e·s en grève. Au même moment, les jeunes sont descendu·e·s massivement dans la rue et le nombre d'universités et d'établissements mobilisés pour le retrait de la loi VIDAL-ORE, contre la plateforme Parcoursup et la réforme du bac et du lycée n'a cessé de croître. A ce jour des Assemblées générales sont régulièrement organisées dans plus de 26 sites universitaires et plusieurs d'entre eux sont bloqués ou occupés. Les lycéen·ne·s depuis des semaines organisent régulièrement des blocages de leurs établissements. Mais le gouvernement reste sourd face à nos revendications. Il nous faut donc encore amplifier les actions.

> [Lire la suite...](#)

Parcoursup :

Boycott des commissions de sélection et des classements.



La loi Orientation et Réussite des Étudiants (ORE) généralise la sélection à l'entrée de toutes les filières de l'enseignement supérieur français. Le gouvernement s'est notamment arc bouté sur le refus de laisser les élèves hiérarchiser leurs vœux sur Parcoursup comme ils le faisaient sur APB, alors que ce système va créer d'énormes listes d'attentes anxieuses et inutiles. Pourquoi ?

> [Lire la suite...](#)

> [Lire ici...](#) également l'appel intersyndical à une journée nationale de mobilisation et d'actions dans le supérieur et la recherche le 10 avril.

Education en lutte :

Bulletin d'information et de mobilisation n°4.



La journée de mobilisation du 22 mars fut un succès. Presque 500 000 personnes dans les manifestations, plus de 200 000 grévistes dans l'éducation nationale. Il s'agit maintenant de poursuivre la mobilisation. Les mobilisations dans les universités, les lycées, les collèges mais également celles des postières et postiers, celles des hospitaliers ou des cheminotes et cheminots sont liées : elles ont en commun la défense du service public. Ce sont des mobilisations pour la défense des conditions de travail des personnels mais également pour les usagers et usagères. Attaqués de toutes parts depuis des années, le service public est notre bien commun.

> [Lire ici...](#) le point sur les mobilisations au 31 mars.

Motion sur les Assises de la maternelle.



Cette semaine avaient lieu à Paris les Assises de la maternelle, organisées par Jean-Michel Blanquer pour les cadres de l'Education nationale, chargé-e-s ensuite de prêcher la bonne parole auprès des personnels. Une seule professeure des écoles y était conviée, parmi 400 invité-e-s.

Ce mardi 27 mars, venu inaugurer ces Assises, Emmanuel Macron a annoncé l'instruction obligatoire à partir de 3 ans dès la rentrée 2019 au lieu de 6 ans actuellement, mesure en soi socialement intéressante. Cependant, pour SUD éducation, c'est un cadeau de plus à l'école privée.

> [Lire la suite...](#)

Dans l'Education Nationale, 1 personnel sur 4 est contractuel.

SUD Education tire la sonnette d'alarme.



Aujourd'hui, 300 000 personnels de l'Éducation Nationale ne sont pas fonctionnaires mais contractuel-le-s, sans compter les milliers de précaires qui font vivre l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

À l'heure où le gouvernement s'attaque aux statuts des cheminot-e-s, rappelons que les mêmes logiques sont à l'œuvre dans la Fonction Publique : liquider les statuts qui protègent les travailleurs et les travailleuses et qui assurent la pérennité et l'efficacité du service public.

> [Lire la suite...](#)

> [Lire ici...](#) également l'appel SUD Education et CNT-F.

Uni-e-s contre l'extrême droite !



Les groupuscules d'extrême droite se restructurent en France dans un nouveau cadre : Le Bastion Social.

Ce Bastion Social regroupe des membres du Groupe Union Défense (G.U.D) suite à sa dissolution et des militant-e-s de divers groupuscules fascistes notamment l'Action Française. Les membres de ce réseau d'extrême droite partagent les mêmes idées racistes, sexistes, xénophobes, anti-LGBTQI et viennent de diverses mouvances : catholiques intégristes, royalistes, nationalistes, néo-naziEs...

> [Lire la suite...](#)



Ni à Bure, ni ailleurs !

Depuis les années 2000, la commune de Bure dans la Meuse a été choisie par le lobby nucléaire et l'état Français comme laboratoire pour l'enfouissement des déchets de l'industrie nucléaire. ce projet est dangereux, anti-écologique, anti-démocratique, clientéliste, autoritaire.

> [Lire la suite...](#)



International :

Tunisie : solidarité avec les enseignant-e-s.

Les exigences du FMI, ça suffit !

Depuis plusieurs mois, les syndicats de l'éducation de l'Union Générale des Travailleurs de Tunisie dénoncent la privatisation de ce service public par un pouvoir qui se plie aux exigences du FMI. Comme dans d'autres pays, cette institution exige des coupes budgétaires dans ce service public, au mépris des besoins de la population et des conditions de travail des enseignants et enseignantes.

> [Lire la suite...](#)

SUD Education solidaire des peuples du Rojava.

Depuis le 18 mars, la ville d'Afrîn au Rojava (Kurdistan syrien) vit sous l'occupation de l'armée turque et de ses mercenaires djihadistes. L'attaque contre le canton d'Afrîn, l'un des trois qui compte le Rojava avec ceux de Cizre et Kobané, a débuté le 20 janvier dernier. Les grandes puissances occidentales ont lâchement abandonné les kurdes à leur propre sort. Pire, la France, par la voix d'Emmanuel Macron, s'est solidarisée de la Turquie en qualifiant le 31 janvier les YPG/YPJ de « potentiels terroristes ».

> [Lire la suite...](#)

Motion de soutien aux prisonniers politiques sahraouis.

Le congrès SUD éducation est attentif à la situation au Sahara occidental et à un conflit de décolonisation qui dure depuis 42 ans. Le peuple sahraoui autrefois colonisé par l'Espagne est privé d'une grande partie de son pays occupé depuis 1976 par le Maroc. Obligé à l'exil ou contraint à une occupation cruelle, il n'a jamais renoncé à lutter pour son indépendance. Le congrès soutient cette lutte de libération courageuse qui par des moyens aujourd'hui pacifiques s'applique à faire respecter le droit international et le droit à la décolonisation.

> [Lire la suite...](#)

ZONE A
services
publics
DEFENDRE
Union
syndicale
Solidaires

**Les 9, 10
et 14
avril,
sans
attendre,
amplifions
les
luttes !**

En ce printemps 2018, la défense des services publics et de la fonction publique sont un enjeu central contre les volontés destructrices de ce gouvernement. L'abandon des missions de services publics couplé à la casse des statuts, marquera profondément la population et son niveau de vie. Le développement de la sélection sociale dans l'orientation et les études de la jeunesse scolarisée fait l'objet de mobilisations croissantes, en particulier pour répondre aux agressions fascistes sur plusieurs campus. Dans le même temps les attaques contre le pouvoir d'achat, en particulier avec la hausse de la CSG ont montré que les retraité.es ne vont pas se laisser faire.

- > [Lire la suite...](#)
- > [Voir ici...](#) le tract de Solidaires "Les services publics, notre bien commun".
- > [Voir ici...](#) l'autre tract sur le sujet "Services publics, notre bien commun, notre richesse, notre zone à défendre".
- > [Voir ici...](#) le dernier tract d'actualité de Solidaires.
- > [Lire ici...](#) le communiqué intersyndical Fonction Publique (CFTC - CFE-CGC - CGT - FA - FO - FSU - Solidaires)



Solidaires en action :

N° 154.



> [Lire ici...](#) la dernière livraison de notre bulletin d'actualité syndicale interprofessionnelle, avec au sommaire :

- Invertissons la vapeur : construisons les convergences !
- Solidaires en action : aussi sur Facebook
- Cheminot-es : en lutte pour le service public ferroviaire
- Carrefour : une force s'est levée
- Auber en colère : semaine de grève et d'actions
- La Poste : des luttes nombreuses
- ONF : d'autres choix sont possibles
- Air France : tou-te-s ensemble !
- Précaires de l'éducation nationale : en grève le 5 avril
- Projets de loi sur l'asile et l'immigration : grève le 4 avril
- Universités : halte aux intimidations d'extrême droite

SNCF :

> [Voir ici...](#) en vidéo l'interview sur France Info d'Eric Beynel, porte-parole de Solidaires, sur la grève du rail.

> [Lire ici...](#) le tract de SUD Rail suite à la dernière réunion avec la ministre des Transports.

> [Lire ici...](#) le tract de SUD Rail "L'Etat confirme le rapport Spinetta... La direction SNCF veut tout liquider !"

> [Lire ici...](#) le tract de SUD Rais suite à la répression inédite qui s'est abattue sur les grévistes à la suite de la première journée de grève des cheminot-e-s le 3 avril.

> [Lire ici...](#) les tracts à destination de la population et des usager-ère-s.

> [Voir ici...](#) le soutien du réseau Rail sans frontières à la lutte des cheminot-e-s français-e-s.

> [Soutenir ici...](#) la grève des cheminots.



SIMULACRE DE NEGOCIATION = Arrêts de travail supplémentaires les 17,18 et 23,24 AVRIL

Après l'été le mercredi 04 Avril, la direction d'Air France a reçu une nouvelle fois l'intersyndicale. Malheureusement, ce n'était pas pour entamer des négociations. En venant une fois de plus les pieds vides, en ne faisant aucune proposition sérieuse, la direction persiste dans la confrontation et assure de faire dure la grève. Cet entêtement a déjà fait perdre 100 millions à Air France.

Quelle solution économique y a-t-il à préférer à laide des salariés de mettre d'accord un conflit social plutôt que de reconnaître qu'après 5 années de blocage, la demande des salariés est légitime ?

L'intersyndicale reste déterminée à poursuivre le combat jusqu'à obtention d'une augmentation de 6% des grilles de salaires pour l'ensemble du personnel.

Les 07, 10/11, 17/18 et 23/24 Avril prochains, TOUTES ET TOUS EN GREVE pour nos 6% !
Rassemblement le 11 Avril à 10h, place Magellan (CDG-Entrée Siège Air France coté RER)

L'intersyndicale Air France.

Air France :
Simulacre de négociation = Arrêts de travail supplémentaires les 17, 18 et 23, 24 avril.

> [Lire ici...](#) le tract de l'intersyndicale d'Air France qui se prépare à une reprise de leur mobilisation pour des augmentations de salaires.

Un 22 mars encourageant à la RATP ... et après ?

Le jour de mobilisation du 22 mars est encourageant à la RATP, avec un chiffre de grévistes d'environ 25% chez les opérateurs de la RATP et des pics allant jusqu'à 80% dans certains secteurs tels que les départs de métro. Les agents se sont fortement mobilisés pour la défense de leur statut et du service public de transport. La question de la stratégie de lutte pour le reste de l'année reste à la RATP. Il est en revanche les dirigeants se battent dès le 1 avril en attendant une négociation autour du 20 avril. Solidaires RATP est convaincu qu'il faut compléter dès maintenant le travail du 22 mars, en organisant des mobilisations régulières pendant plusieurs semaines. Il est en revanche, nous sommes beaucoup plus forts !

RATP :

Un 22 mars encourageant... et après ?

Une mobilisation satisfaisante malgré l'absence de dynamique globale !

Nous sommes de la RATP déçus par une grève encadrée d'environ 25% le 1er avril, les salariés de la RATP se sont mobilisés dans le cadre des années. Plus encore nous sommes satisfaits de la mobilisation par les services publics à la RATP le 22 mars, surtout concernant leurs actions combinées et dévouées. Sans être nécessairement le résultat de cette mobilisation à la RATP il y a bien eu du fait des salariés, sur le terrain, et non d'un mouvement unique ou simplement d'opérateurs. En ce sens, la grève démontre de nombreuses fois que dans ce secteur il y a une force de travail de terrain à être prise en compte, comme à la RATP ou à la SNCF. Une grève de cette nature, même si elle est limitée par exemple, elle aura des effets de grévistes par secteurs ou par zones comme à la RATP. Elle est en revanche une grande importance à l'égard des salariés, capable aussi de susciter l'engagement, mais surtout d'être utile au public. Ce n'est pas tout, car le cas, certains préfèrent parler des directions professionnelles, que certains ont obtenu grâce à l'absence de notre statut et de service public. Ce sont des succès à la RATP, dans son engagement. Mais c'est le plus important, il nous de jours



> [Lire ici...](#) le tract Solidaires RATP sur la mobilisation des salarié-e-s des transports en commun parisiens.

GREVE CHEZ CARREFOUR : UNE FORCE S'EST LEVEE !

Le 1er avril 2019

Grève chez Carrefour :
Une force s'est levée !

Formidable, exceptionnelle, historique : les qualificatifs ne manquent pas pour définir l'importance de la grève chez Carrefour. Avec une majorité des magasins en grève dont des dizaines bloqués, c'est près d'un salarié-e sur deux qui s'est mobilisé le 1er avril.

Formidable, exceptionnelle, historique : les qualificatifs ne manquent pas pour définir l'importance de la grève chez Carrefour. Avec une majorité des magasins en grève dont des dizaines bloqués, c'est près d'un salarié-e sur deux qui s'est mobilisé le 1er avril.

Formidable, exceptionnelle, historique : les qualificatifs ne manquent pas pour définir l'importance de la grève chez Carrefour. Avec une majorité des magasins en grève dont des dizaines bloqués, c'est près d'un salarié-e sur deux qui s'est mobilisé le 1er avril.

Formidable, exceptionnelle, historique : les qualificatifs ne manquent pas pour définir l'importance de la grève chez Carrefour : Avec une majorité des magasins en grève dont des dizaines bloqués, c'est près d'un salarié-e sur deux qui s'est mobilisé le 1er avril.

- > [Lire la suite...](#) du tract de SUD Commerces et services
- > [Lire ici...](#) également le tract sur la répression anti-syndicale à SFR.
- > [Lire ici...](#) aussi le tract sur la répression anti-syndicale chez Elior Services FM.



Inscrits à l'article 7 du préambule de la constitution de 1946, les mêmes références, et dans la constitution de 1958, le droit de grève est un droit constitutionnel. Dans la tradition du monde du travail la grève est un moyen de la plus centrale pour le travailleur. Sans travailleur, pas d'entreprise, pas de service... La grève est là pour rappeler à ceux qui l'oublient trop souvent : sans les travailleur-euses, rien ne fonctionne !

31 rue de la Grange aux Herbes 75013 Paris
Téléphone : (33) 1 38 26 26 18 Télécopie : (33) 1 43 47 42 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

La grève dans le privé, pour les nul-les... .. et les autres.

> [Lire ici...](#) la fiche juridique actualisée sur le droit de grève dans les entreprises privées.

Formation professionnelle :

A qui bénéficie la réforme ?

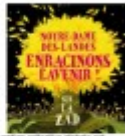
Gaspillages, inerties, dispositifs inefficaces, la formation a mauvaise réputation. Critiquée de toutes parts, elle ne cesse d'être bousculée, réformée, régionalisée, libéralisée sans amélioration notable pour les publics. Le nouveau gouvernement apporte sa contribution à cette déstabilisation permanente et nous promet son « Big Bang » de la formation professionnelle. SUD Formation Professionnelle pour Adultes observe que les mesures annoncées donnent priorité aux besoins des employeurs et surtout au business de la formation. Dommage pour les chômeurs et les salariés qui méritent d'autres réponses.

> [Lire la suite...](#)

Notre-Dame-des-Landes

L'Union syndicale Solidaires soutient l'appel des Assemblées des usages

Le 10 février, quelques semaines après l'adoption du projet d'adoption, des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois convergé à Notre-Dame-des-Landes pour soutenir l'appel de la ZAD. Depuis, les assemblées des usages se sont engagées dans la poursuite courageuse de ce projet et ont pu faire passer leur message de dialogue avec les représentants du gouvernement. Pendant la phase de transition annoncée, une première convention collective globale est proposée par le mouvement sur les terres et habitats, pas en charge par le mouvement. Mais le gouvernement menace toujours de mener des opérations d'expulsions des habitants de la ZAD. Une opération mobilisant des milliers de policiers est annoncée aux alentours du 1er avril. Nous déplorons le double jeu du gouvernement qui annonce vouloir une médiation "sérieuse et saine" de la situation tout en préparant en opération d'expulsion par milliers d'habitants. Nous ne pouvons accepter que les habitants et le travailleur qui ont permis ce logement soient évacués à la dérive. Nous ne pouvons envisager que des habitats et espaces d'activités qui ont permis l'implication de la ZAD et qui pourraient servir de levier décisif par une nouvelle opération collective. Nous invitons toutes celles et ceux qui soutiennent l'appel de la ZAD à s'organiser en conséquence.



L'Union syndicale Solidaires appelle à soutenir et participer aux initiatives de résistance qui s'organisent sur place et sur tout le territoire.

Tous droits, tous luttes, toute solidarité...
www.solidaires.org contact@solidaires.org
31 rue de la Grange aux Herbes 75013 Paris, 01 38 26 26 29



Notre-Dame-des-Landes :

Solidaires soutient l'appel des Assemblées des usages.

> [Lire ici...](#) le tract de Solidaires relayant et soutenant l'appel face à l'annonce d'expulsions imminentes sur la ZAD.

> [Voir ici...](#) l'appel de l'assemblée des usages.

"Délit de solidarité" :

Une association accusée d'avoir distribué des tentes à Calais.



Vendredi 23 mars, vers 9h, le campement situé Rue des Verrotières dans la Zone industrielle des Dunes a été détruit, une fois de plus. Il n'y avait pourtant, sur ce lieu-là, pas eu d'opération d'expulsion depuis plus d'un mois. Les exilé.e.s étaient installé.e.s dans des dizaines de tentes et essayaient d'améliorer leurs conditions de survie. Depuis l'été 2017, les autorités préfectorales du Pas-de-Calais, en lien étroit avec la municipalité de Calais, mènent une lutte contre ce qu'elles appellent des « points de fixation ». Cette politique conduit à une destruction systématique des lieux de vie des exilé.e.s bloqué.e.s à la frontière franco-britannique, et à la confiscation par la police ou les services de nettoyage privés ou municipaux de leurs effets personnels (tentes, sacs de couchage, etc.).

> [Lire la suite...](#)

Gaza :

Soutien au peuple palestinien !

Union
Solidaires

El est de la Grange aux Belles 75010 Paris
Téléphone : 01 42 01 21 20 / 01 42 01 21 21
www.solidaires.org

Gaza : soutien au peuple palestinien !

Le 30 mars les Palestiniens de Gaza ont organisé une marche qui a regroupé plus de 30 000 personnes, vers le Mur qui les sépare d'Israël. Ce rassemblement pacifiste commémorait le passage de la Terre en mémoire d'une grève de 1976 face à la confiscation de Terres palestiniennes par le gouvernement israélien.

La bande de Gaza compte 60% de réfugiés palestiniens. Depuis juin 2007, Israël impose un blocus qui ne laisse passer ni nourriture ni médicaments. La crise humanitaire à Gaza est grave : 50% de la population vit de l'aide internationale, plus de 45% des enfants sont en situation d'insécurité alimentaire. Le chômage atteint 60%.

Face à ces rassemblements non-violents, Israël a tiré à balles réelles et lancé ses drones pour empêcher des rassemblements. Plus de 2000 blessés et en à peine 24 heures. Ces crimes, commis face à des manifestants pacifistes, se sont déroulés dans la plus grande impunité : à cette heure, aucun gouvernement n'a condamné ces violations de l'ordre international.

L'Union syndicale Solidaires est engagée dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) campagne d'action collective contre le régime israélien et d'expansion coloniale de l'Etat sioniste. Elle appelle le gouvernement français à signer l'arrêt des sanctions, et l'Union européenne à suspendre immédiatement ses accords avec Israël.

Nous réaffirmons notre soutien au peuple palestinien et à son auto-détermination. Aux côtés de nos camarades de Palestine, nous rejoignons le feu du bilan de Gaza. L'arrêt des pillages d'aqueducs et autres par l'Etat sioniste, le désarmement de son armée et le passage la Cour internationale de Justice depuis 2006, l'arrêt de la colonisation continue au droit international, et le cessez-le-feu et tous les réfugiés et comme le rappelle la résolution 1918 de l'ONU.

Le 6 avril 2018

Le 30 mars les Palestiniens de Gaza ont organisé une marche qui a regroupé plus de 30 000 personnes, vers le Mur qui les sépare d'Israël. Ce rassemblement pacifiste commémorait la journée de la Terre en mémoire d'une grève de 1976 face à la confiscation de Terres palestiniennes par le gouvernement israélien.

Face à ces rassemblements non-violents, dénonçant le blocus, et la crise humanitaire, Israël a tiré à balles réelles et lancé ses drones pour larguer des gaz lacrymogènes, faisant 17 morts et plus de 2000 [blessé.es](#) en à peine 24 heures.

> [Lire ici...](#)

Prochaines dates :

Mai 2018

- **Commission internationale : mercredi 2 mai 2018 de 13h30 à 17h00** dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Stage "Préparer et Réussir les élections professionnelles de 2018" : 16 mai 2018** dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Stage fédéral : AESH (CDI-CDD-CUI) « luttes et revendications » : 17 et 18 mai** à la Bourse du travail à **Paris**.

- **Stage** « Démocratie et coopération à l'école » : **24 et 25 mai à Laval** (53).
- **Stage** "Défendre collectivement les droits des personnels pour un syndicalisme de lutte" : les 28 et 29 mai 2018 à **Paris**.

Juin 2018

- **Commission** international : **vendredi 1 juin** 2018 de 10h00 à 16h00 dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Stage** premier degré "Résister au quotidien : connaître ses droits, en finir avec la compétition" : **jeudi 7 et vendredi 8 juin à Marseille**.

Rappel :

Stages et formations syndicales : Tous les personnels peuvent y participer sur leur temps de travail et sans perte de salaire, demande de congé à déposer à son supérieur hiérarchique un mois à l'avance.

Réunions syndicales, commissions, groupes de travail,... : Tous les adhérents de SUD Education peuvent participer à ces réunions, sur leur temps de travail, frais de déplacement pris en charge par le syndicat. Demande d'autorisation spéciale d'absence (ASA) à déposer 8 jours à l'avance accompagnée d'une convocation à nous demander. [Détails et modèles de demande ici...](#)

Pour tous les autres cas, ou toute question, nous contacter.

SUD Éducation vit grâce aux cotisations des adhérents et à l'énergie des militants.

[Nous rejoindre...](#)

[Nous contacter...](#)

The logo features the word "éducation" in a small, black, sans-serif font above the large, stylized, black letters "Sud 04". The "Sud" is written in a bold, cursive-like font, and "04" is in a simpler, bold font.

Site internet: <http://www.sudeduc04.org>

Contact : admin@sudeduc04.org - Bourse du Travail, 42, Bd Victor Hugo ■ 04 86 49 11 91 ■ 07 78 12 45 25